



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°137

MARS 2021

D'une mission contestée de l'OMS au contrôle social

Mise au pas de Hongkong ; des bombardiers dans l'espace taïwanais

L'actualité chinoise a son rythme propre, le plus souvent déconnecté du monde occidental. Mais ce n'est pas le cas cet hiver : alors que l'évolution du coronavirus et l'accès aux vaccins nourrissent chez nous les conversations, la Chine a reçu le 14 janvier quatorze experts de l'Organisation mondiale de la Santé, venus enquêter sur les origines de l'épidémie. Ils sont restés douze jours à Wuhan, le foyer apparent de l'infection. S'ils n'avaient pas de révélations à apporter à l'issue de leur

séjour (9 février), le déroulement de l'enquête fut néanmoins instructif, au regard sinon de la science, du moins du poids attaché à l'un des droits de l'Homme essentiels, le droit à l'information. La Chine l'a finalement concédé à un monde extérieur qui déplore déjà deux millions et demi de morts. Pour mémoire, les premières demandes étrangères d'envoi d'une mission indépendante remontent à avril 2020 (Australie, Allemagne, France, Grande-Bretagne).

Ligue
des droits de
l'Homme
FONDÉE EN 1898

Perplexité sur l'enquête de Wuhan

Les jugements divergent sur l'intérêt de cette mission, dont certains attendaient beaucoup et sans doute trop. De nombreux scientifiques s'accordaient sur le fait que l'enquête exigeait des travaux prolongés et pouvait ne pas aboutir.

Voici quelques éléments du dossier.

- L'octroi des visas n'a pas été facile, sans qu'on ait de détail sur les exigences de l'administration chinoise et sur d'éventuels refus.
- Les enquêteurs étaient accompagnés d'un nombre égal de scientifiques chinois, forcément en accord avec le point de vue officiel.
- Le chef de la mission, Peter Ben Embarek, avait travaillé pour le bureau chinois de l'O.M.S. et conseillé le gouvernement chinois sur des problèmes d'alimentation. En 2017, il a reçu un prix de l'Institut chinois des Sciences de l'alimentation.
- Le travail réel de la mission a été réduit de moitié par les deux semaines d'isolement sanitaire imposées à l'arrivée des enquêteurs.
- Dès le départ, les experts ne pensaient pas parvenir à des conclusions : ils voulaient seulement définir des étapes pour leur travail ultérieur, estimant qu'il faudrait des années pour comprendre l'apparition de l'épidémie.
- Les membres de la mission affirment qu'ils ont pu rencontrer qui ils voulaient et poser toutes leurs questions. Néanmoins, ils n'ont vu ni les médecins lanceurs d'alerte de décembre 2019 ni aucun des Chinois chercheurs-journalistes improvisés de la première heure (janvier-février 2020), parce que ces derniers sont emprisonnés ou, s'ils ont recouvré la liberté, parce que les autorités chinoises auraient trouvé déplaisant d'avoir à organiser de telles rencontres¹.
- Les premières conclusions présentées le 9 février par M. Ben Embarek ne pouvaient que satisfaire la partie chinoise. La fuite malencontreuse d'un laboratoire est déclarée « hautement improbable ». L'animal

éventuellement impliqué dans la propagation du virus « n'est pas encore identifié ». Enfin et surtout le chef de la mission fait place à la thèse qui a la faveur de la Chine et lui retire toute responsabilité, à savoir que la transmission a pu s'opérer par la chaîne du froid et l'importation de produits étrangers. Le chef de la mission ajoute toutefois qu'il faudrait d'autres enquêtes pour corroborer cette hypothèse.

L'acceptation d'une mission comme preuve de bonne volonté, l'absence de scandale qu'aurait causé un entretien avec les premiers témoins de l'épidémie, le flou sur les données disponibles, la mention polie de la thèse officielle d'une épidémie importée, tout cela obtenu sans conflit suffisait à sauver la face de la partie chinoise. Et elle n'en demandait sans doute pas plus².

Dernière observation sur le traitement de l'épidémie par les autorités chinoises. Les chiffres officiels permettent à ces dernières d'affirmer leur efficacité et, implicitement, leur supériorité sur les régimes étrangers. Admettons ces données, bien que la Chine n'ait jamais diffusé que des chiffres qui lui soient flatteurs. Mais au moins, n'oublions pas les moyens. Ils furent brutaux et parfois scandaleux : confinement avec portes clouées, privation de nourritures sur plusieurs jours, pas d'accès aux soins médicaux ni d'allocation compensatrice de revenus, maintien en détention des dissidents à l'expiration de leur peine. Là encore et comme d'habitude, les thuriféraires français du régime chinois sont tout disposés à supporter les privations de liberté des autres.

1. Citons 1) Li Zehua, de la télévision centrale qui avait diffusé ses informations sur YouTube ; il a disparu le 26 février et n'est réapparu qu'en avril. 2) Le "journaliste citoyen" Fang Bin, qui a mené des enquêtes dans les hôpitaux au péril de sa vie. On ignore tout de lui depuis le 19 février. 3) Chen Qiushi, arrivé le 23 janvier à Wuhan et disparu le 7 février 4) La journaliste amateur Shang Zhan, qui a décrit la panique des institutions sanitaires et la désorganisation administrative. Disparue le 15 mai, elle a ensuite entamé une grève de la faim. Le 28 décembre, un tribunal de Shanghai l'a condamnée à quatre ans de prison pour avoir « suscité des querelles ». 5) L'auteure Fang Fang qui a publié son journal de l'épidémie, n'a cessé d'être attaquée par les autorités et les dénonciateurs patentés du P.C.C. pour avoir "servi la cause des ennemis de la Chine".

2. On a vu des experts satisfaits et quasiment en vacances prendre force clichés des murs et des cours, comme s'ils pensaient trouver trace du virus, un an après sa disparition. Cet escamotage affligeant des témoins par une organisation internationale couarde et complaisante rappelle, mutatis mutandis, la mascarade à laquelle s'est prêtée la Croix Rouge internationale, de visite à Terezin (Theresienstadt) le 23 juin 1944. L'administration allemande avaient tout préparé pour que les experts ne voient rien. Ils n'ont rien vu. Dans les jours qui suivirent, la quasi-totalité des jeunes détenus joyeusement mis en scène partaient pour Auschwitz.

Les réalités de la question Ouïghoure

La pandémie n'est pas la seule source des tensions sino-occidentales. L'attention des diplomates européens se porte maintenant sur la question ouïghoure, mais avec un retard et des malentendus qui ne sont pas sans susciter un certain malaise. Il n'est pas question de minimiser les souffrances des Turkmènes de l'Ouest mais de s'interroger sur l'indignation toute récente des capitales occidentales. Elle montre d'évidence une certaine incapacité à saisir l'ampleur et la permanence des problèmes posés par le régime chinois tant en son sein que dans ses territoires frontaliers. Et cette méconnaissance est répandue tant dans le public que dans les milieux politiques nationaux ou européens. Limitons-nous à quelques observations élémentaires, d'abord sur la réalité des troubles.

- Les tensions et les affrontements du Xinjiang ont cru fortement au cours de la dernière décennie, en lien sans doute avec l'accession au pouvoir de Xi Jinping (2012-2013).
- Dès les premières années, elle fut sanglante. Les morts par balles des rebelles locaux se comptaient chaque année par centaines, frôlant une fois le demi-millier. C'est au nom d'une lutte prétendue commune contre l'extrémisme que l'ambassadeur de Chine en France s'est joint à la manifestation du 11 janvier 2015, suite à l'assassinat perpétré à Charlie Hebdo quatre jours plus tôt.
- Pour avoir mis en doute la réalité des menaces dont faisait état la direction chinoise à propos du Xinjiang, la journaliste de l'Observateur Ursula Gauthier a été expulsée de Chine le 31 décembre 2015. Le Quai d'Orsay de Laurent Fabius s'était contenté d'un timide regret qui n'engageait à rien.
- Économiste, juriste et blogueur, l'intellectuel ouïghour modéré Ilham Tohti, professeur à l'Institut des minorités de Beijing et partisan de la coexistence avec une autonomie régionale réelle, fut condamné à la prison à vie en septembre 2014 pour subversion. Le Parlement européen lui a décerné le prix Sakharov en décembre 2019.

Sous bénéfice d'inventaire, quelques remarques sur les accusations habituellement retenues aujourd'hui. Non pour contredire les amis des Ouïghours mais pour mieux viser la cible.

- Les déclarations de soutien à la cause ouïghoure peuvent faire croire que le conflit d'aujourd'hui serait de nature économique et qu'il opposerait les Chinois exploiteurs aux Turkmènes exploités. Certes la région du Xinjiang produit beaucoup de coton et recèle des matières premières et des hydrocarbures dont le pouvoir chinois a besoin. Mais le conflit est avant tout politique : le pouvoir totalitaire ne supporte pas d'être contesté sur un sixième de

son territoire (l'équivalent de trois fois la France) par une culture différente qui n'a aucune vocation à s'incliner devant un parti unique au pouvoir autopropagé, un parti qui s'irrite des pratiques religieuses et fait tout pour les restreindre, qui parle d'autonomie mais ne la tolère pas et qui de plus a besoin de ses marches occidentales pour étendre son influence vers l'Ouest.

- Mises à part les exportations vers les pays voisins du Sud, le coton du Xinjiang est pour l'essentiel travaillé dans les usines de la Chine proprement dite, à l'Est. Il s'y trouve bien quelques travailleurs ouïghours (quatre-vingt mille, dit-on) mais ils sont évidemment minoritaires et noyés dans les centaines de millions de salariés chinois. Il n'y a pas de raison de croire que leur sort soit très inférieur à celui, peu reluisant, que subissent les ouvriers han.
- Il est reproché au pouvoir chinois de déplacer la main d'œuvre du Xinjiang à l'intérieur de la région autonome, ou bien très loin vers les provinces de l'Est. Sans doute est-ce inacceptable pour une main d'œuvre occidentale mais les exigences de celle-ci ne font pas référence en Chine. La norme depuis longtemps, c'est plutôt que l'on prend le travail là où l'on en trouve, que trois cents millions de ruraux quittent leur lointain village pour les centres urbains et les villes champignons de l'Est ou du Sud, que les couples d'étudiants s'inscrivent souvent dans des universités si éloignées l'une de l'autre qu'ils ne se voient pas pendant des mois.

Bref pour beaucoup, les jeunes surtout, la vie de famille est en partie virtuelle et il en est ainsi depuis plusieurs décennies. Ces flux migratoires ne sont donc pas considérés comme anormaux au même titre qu'ils le seraient dans nos sociétés ; et probablement ne sont-ils pas aussi mal vécus qu'on croit, surtout s'ils procurent un salaire à des populations qui souffrent de sous-emploi.

- Pour mieux soutenir la juste cause des Ouïghours Turkmènes, leurs amis de l'étranger emploient les grands mots et parlent de génocide. Il n'y a pourtant pas besoin d'utiliser les termes extrêmes pour caractériser la brutalité inadmissible du contrôle des naissances que pratique depuis toujours le régime chinois. Les stérilisations forcées, organisées à l'insu même des victimes, les avortements imposés, le contrôle des menstruations dans le quartier ou l'entreprise, toutes ces initiatives révoltantes ont soutenu pendant des décennies la politique de l'enfant unique imposée à la population han (chinoise proprement dite), donc à une masse de plus d'un milliard d'individus.

Ces décisions bureaucratiques étaient

d'autant plus écœurantes qu'elles étaient stupides : en imposant moitié moins d'enfants que de parents, cette politique a inversé la pyramide des âges et rendu quasi impossible aujourd'hui le financement des retraites. Mais aujourd'hui les habitudes sont prises, les couples refusent d'abaisser leur niveau de vie

en procréant plus d'un descendant, la démographie décline, et bientôt – si ce n'est déjà fait – le pays le plus peuplé du monde sera l'Inde et non la Chine. Ce qui compromettra les aspirations du Parti à la direction de l'Asie et de la planète.

Hongkong et l'inertie européenne

Ce qui s'est passé à Hongkong est un modèle du genre et méritera de figurer dans les annales comme l'étude de la bataille d'Austerlitz aux écoles de guerre ou, pour l'histoire contemporaine, comme le « coup de Prague » par lequel la troisième république tchèque a laissé la place pour quatre décennies à un régime non démocratique. La prise en main de l'ancienne colonie britannique – le plus occidentalisé des territoires asiatiques –, en violation des engagements pris sur la garantie d'un demi-siècle d'autonomie, s'est opérée par une suite de grignotages dont la progressivité rusée a laissé sans réactions pratiques le monde extérieur. En un semestre, une quasi-démocratie s'est transformée en annexe active d'une dictature.

Les grandes étapes sont connues. Le scrutin local de 2019 avait donné une majorité écrasante aux demandeurs de suffrage universel, adversaires d'une intégration dans le régime politique chinois ; le pouvoir de Beijing s'est effrayé d'être ouvertement contesté à son flanc sud. Une loi de Sécurité nationale promulguée à la hâte le 30 juin 2020 par le Parlement chinois visait à réprimer « la subversion, la sédition et la sécession. » De premières arrestations ont commencé dès le début juillet. La pandémie du coronavirus a fourni le prétexte à l'interdiction des manifestations et au report des élections au Conseil législatif. Les élus qui refusaient, directement ou non, d'affirmer leur allégeance à la République populaire ont perdu leur mandat. Les organisateurs des grandes manifestations de 2019 contre la loi d'extradition – qui aurait permis le transfert des récalcitrants devant les tribunaux chinois – sont l'objet de poursuites ainsi que le directeur du principal journal d'opposition à Beijing de langue chinoise et les dirigeants du mouvement étudiant.

La présidente de la Commission de l'Union européenne avait menacé : l'adoption d'une loi de Sécurité pour Hongkong aurait de « graves

conséquences » ; Beijing est resté sourd, obligé de crever l'abcès hongkongais et pensant que de toutes façons, il ne se passerait rien ; et de fait, il ne s'est rien passé³.

Ainsi encouragé par le non-respect des promesses, Beijing a continué de marquer des points en tous domaines. Bref, on n'est plus très loin de l'achèvement du processus vers un Hongkong monocolore. On en a maints indices.

- Le 6 janvier, la présidente de la Confédération des syndicats Carol Ng est arrêtée à son domicile pour subversion, au titre de la Loi sur la Sécurité nationale, ainsi qu'une cinquantaine de démocrates et syndicalistes, dont Winnie Yu (Personnel hospitalier) et Lau Hoi-man (Personnel de Santé). Ils avaient participé à des consultations primaires semblables à celles que tiennent parfois les partis français pour choisir leurs candidats aux élections. Six cent mille Hongkongais y avaient pris part en juillet 2020.
- Le 16 février s'est ouvert le procès de Lee Cheuk-yan, secrétaire général de la Confédération des syndicats, inculpé pour avoir participé aux rassemblements démocratiques des années précédentes, dont les veillées annuelles aux chandelles à la mémoire des victimes des massacres du 4 juin 1989.
- Les plus connus des jeunes animateurs de la résistance des dernières années sont incarcérés dans des prisons habituellement réservées aux meurtriers et trafiquants de drogue.
- Le 2 février, les services de l'Éducation ont annoncé leur intention de réexaminer le contenu des cours de civisme du second cycle pour qu'ils se conforment aux « prescriptions légales » en matière de Sécurité, de légalité et de « patriotisme ». Outre la révision des manuels et la réécriture de l'histoire de Hongkong, il est prévu d'organiser des séjours en Chine intégrés dans le cursus scolaire.
- À Beijing, le ministère de la Justice a révoqué les licences professionnelles des avocats chinois Liu Siwei et Ren Quanniu qui défendaient une douzaine de jeunes

3. L'Union européenne est coutumière de ces accommodements. Pour signer avec Beijing l'accord du 31 décembre 2020 sur les investissements en Chine, la Présidente s'est satisfaite de la déclaration chinoise de déployer des « efforts soutenus » pour ratifier une convention de l'Organisation internationale du Travail sur le travail forcé. Le côté chinois n'a donné ni date, ni assurance d'aucune sorte et pourquoi en aurait-il donné puisque, il le dit, il n'y a pas de travail forcé imposé aux Ouïghours et autres Turkmènes. Madame la Présidente a expliqué : les droits de l'Homme sont une chose ; les relations économiques et commerciales en sont une autre. D'un certain point de vue, elle a raison : l'Union européenne a pu signer un accord sur les investissements ; les Ouïghours, eux, qui n'ont rien obtenu, feraient bien d'oublier au plus tôt les paroles des bons apôtres qui prétendaient les protéger.

hongkongais arrêtés en août 2020 lors de leur fuite en bateau ratée vers Taïwan. Le groupe est jugé en Chine, à Shenzhen et non à Hongkong et l'on voit mal comment ses membres pourraient se sortir d'affaires avec des avocats désignés par le pouvoir, devant une Justice qui ignore à peu près totalement les non-lieux.

- Le 19 février, le gouvernement de Hongkong a remplacé le directeur de la Radio-Télévision de Hongkong, en raison des "insuffisances" constatées dans la politique éditoriale et du manque de contrôle des orientations. La R.T.H.K. appartient au secteur public mais, jusqu'alors et dans la tradition britannique, elle a toujours mérité le respect par l'indépendance de son travail. Elle s'assurait les services de plus de deux mille collaborateurs dont il était évidemment impossible de garantir qu'ils se plieraient aux décisions centrales.

Le personnel des Universités, dont une partie s'était ralliée au mouvement animé par les étudiants, se range prudemment dans l'autre camps. Le 25 février, l'Université de Hongkong a déclaré son intention de rompre les ponts avec l'organisation nouvellement élue des étudiants, parce qu'elle utilisait le campus « à des fins politiques » et nuisait à la réputation de l'établissement, voire le plaçait en infraction à la Loi sur la Sécurité. Les étudiants avaient accusé la direction de l'Université d'avoir appelé la police pour arrêter les manifestants et de se plier aux décisions du gouvernement local. Ayant perdu son statut au sein de l'Université, l'association devra sans doute se faire enregistrer auprès de la police, qui décidera de son sort.

Mais les décisions les plus radicales sont sans doute celles qui prescriront prochainement de réservrer les candidatures et, par suite, le pouvoir aux « patriotes », c'est-à-dire à la minorité des partisans déclarés de Beijing. À quelques jours de la session du Parlement chinois (5 mars), ceux-ci affirment que les

ennemis de l'intérieur et de l'extérieur se servent des scrutins de Hongkong pour menacer la sécurité de la Chine. Sans supprimer ouvertement les élections, ils proposent d'en supprimer les aléas et de permettre à la Constitution de la République populaire d'englober le territoire de Hongkong. « À cet égard, le cœur d'un bon système électoral, c'est de garantir que les élus soient tous "des patriotes" », c'est-à-dire qu'ils acceptent la Constitution chinoise et la direction du Parti communiste, affirmait le 24 février l'un des représentants du courant loyaliste Liu Yaojia. En d'autres termes, des élections sont possibles, mais seulement avec les candidats qui approuvent la ligne de Xi Jinping. Il ne faut plus courir le risque d'avoir un Conseil législatif en majorité hostile au pouvoir central. Autrement dit, encore et plus simplement, il ne faut pas d'élections libres.

Dans ces conditions, il reste un seul grand choix pour ceux que n'enchante pas la perspective d'être un citoyen sans pouvoir de la République populaire : c'est partir, mais partir où ? La population du territoire⁴ a diminué de 45.500 personnes après six mois d'application de la loi de Sécurité nationale. Taïwan en 2020 a délivré plus de dix mille permis de résidence aux Hongkongais, le double de l'année précédente. Les Chinois de l'étranger demandent des prolongations de visas. Mais la perspective la plus aisément retenue, c'est l'installation en Grande-Bretagne en profitant de l'offre londonienne d'un passeport britannique pour étranger (B.N.O.) qui se transformerait après six ans en passeport de citoyen britannique. L'idée de disposer d'un B.N.O. séduirait plus d'un million de Hongkongais sur les 5,4 millions qui auraient droit de le demander. Beijing a déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas de valeur au document ; conséquence : si ses détenteurs retournaient à Hongkong pour y visiter des membres de la famille restés sur place, ils y seraient arrêtés

4. 7.474.200 personnes aux dernières estimations de fin 2020.

Taïwan, cible et refuge

La pandémie du coronavirus et la contraction économique mondiale de l'année dernière ont attiré l'attention sur cette île et ses performances en matière sanitaire et dans le domaine de l'informatique avancée. Bien qu'exclue de l'Organisation mondiale de la Santé par le dictat de Beijing, les insulaires ont efficacement réagi dès les débuts de l'épidémie ; ils en ont informé l'O.M.S., qui n'a pas voulu les entendre et a feint même de croire qu'ils n'existaient pas. Les tensions persistantes entre les États-Unis et la Chine et la contraction internationale des approvisionnements ont fait

prendre conscience du capital technique de pointe dont disposait l'île et d'une dangereuse dépendance pour les semi-conducteurs. Ce surcroît d'intérêt ne remédie pas à l'inconsistance de la présence diplomatique taïwanaise (une quinzaine de relations officielles) mais il s'accompagne d'un regain des contacts parallèles, ce qui maintient les vingt-trois millions d'insulaires hors du trou noir où Beijing voudrait les faire disparaître.

Les ambitions d'expansion chinoises supposent une relative paix intérieure et la suppression des foyers de contestation. Ceux-ci

pourraient se développer dans l'espace intérieur – celui des minorités : Tibet, Xinjiang, Mongolie – ou dans l'espace social – conflits ouvriers, résistance des intellectuels, refus des dégâts causés à l'environnement. Il importe aussi de réduire les foyers d'hostilité situés à proximité (Hongkong, Macao), de gagner de l'espace en Mer de Chine et enfin, question de prestige – de satisfaire les appétits nationalistes en récupérant ou en faisant mine de récupérer Taïwan, la “province” extérieure où la République populaire n'a jamais mis les pieds.

La « libération » de Taïwan figure au programme de la R.P.C. depuis sa naissance. Beaucoup ont fini par n'y plus croire. Apparemment, ce n'est pas le cas de Xi Jinping, qui incite son armée non pas seulement à s'entraîner mais encore à “se préparer à gagner des guerres”. Depuis le début de l'année, les officiels menacent : « L'indépendance, c'est la guerre ». Les risques de conflit ouvert sont réels et s'accroissent ; les États-Unis sont directement impliqués, et peut-être indirectement leurs alliés. Dans une situation aussi complexe, le bluff et l'intimidation jouent un grand rôle. Si l'affrontement militaire n'est pas certain, le maintien de la paix l'est encore moins. L'énorme potentiel de destruction présent dans la zone force à regarder de près les incidents qui se multiplient et l'évolution des postures.

Le temps jouant contre lui, Beijing veut affirmer ses droits et sa puissance et briser un statu quo sur la question de Taïwan. Le nombre des incursions de l'aviation chinoise s'accroît dans l'espace aérien taïwanais, au-delà de la *ligne médiane* qui, dans le détroit, a longtemps délimité les zones d'influence et tacitement limité les affrontements. Mais la diplomatie chinoise conteste désormais l'existence d'une ligne médiane, affirmant qu'il n'en est plus question puisque l'île est partie intégrante du territoire chinois.

De la mi-septembre à fin décembre, l'aviation chinoise a effectué plus de cent trente entrées dans la zone d'identification taïwanaise. Les incidents sont devenus quasi quotidiens. Les plus récents mettent en présence des forces considérables, sur lesquelles les médias officiels ne font plus silence. Les deux côtés veulent montrer qu'ils contrôlent la situation et disposent de forces de dissuasion suffisantes.

- Le 19 février, huit avions de combat chinois survolent l'espace militaire de Taïwan, en réponse, selon Beijing, à la « collusion » taïwano-américaine. Le secteur concerné est celui de l'atoll Dongsha (Pratas), administré par Taiwan. Des appareils taïwanais ont décollé et ont adressé des avertissements radio.

- Le 20 février, la même zone a été survolée par huit avions de combat accompagnés de deux bombardiers nucléaires H-6 J et H-6G, modèles les plus avancés de l'aviation militaire, capables de porter six et quatre missiles de croisière destinés aux sous-marins.

- Le 24 février, un destroyer américain porteur de fusées a croisé dans le détroit de Taïwan pour « affirmer l'engagement des États-Unis pour une zone indopacifique libre et ouverte ».
- Dans le cours du même mois, les porte-avions Nimitz et Theodore-Roosevelt se trouvaient dans le sud de la Mer de Chine, avec leurs forces de frappe, officiellement pour « des manœuvres de routine ».
- Le 31 janvier, six avions de combat chinois et un appareil de reconnaissance des États-Unis sont entrés dans la zone aérienne d'identification de Taïwan, à proximité des îles Dongsha. C'est la première fois que Taipeh reconnaît officiellement une activité militaire américaine.
- Le 24 janvier, il s'agissait de douze appareils de combat chinois.

La tension autour de Taïwan s'accompagne d'un raidissement des relations avec les voisins riverains de la Mer du Sud. Le Vietnam renforce depuis deux ans son dispositif militaire dans les îles du Sud (Nansha-Spratleys) pour répondre à d'éventuels débarquements chinois. C'est le cas en particulier dans l'île Sin Cowe et sur le West Reef, où les développements récents visent à permettre à l'armée vietnamienne de frapper les bases chinoises des archipels.

Une loi du 22 janvier, entrée en vigueur le premier février, étend le droit d'intervention armée des forces garde-côtes à l'ensemble des territoires revendiqués par Beijing comme “de sa juridiction”, et non plus, comme le précise la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS), aux « eaux intérieures, eaux territoriales et zones contigües, zones économiques exclusives et plateforme continentale ». La Chine confirme ainsi son refus de respecter les règles des Nations unies, comme elle avait rejeté la décision de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye qui contestait ses droits sur les atolls méridionaux (12 juillet 2016).

Un tel texte légalise l'usage de la force aussi bien sur l'immense étendue de la Mer de Chine méridionale⁵ que sur l'espace maritime oriental où la Chine est en conflit avec le Japon (archipel des Senkaku/Diaoyu⁶). Il rend quasi inévitables des affrontements militaires avec les États riverains, notamment le Vietnam et les Philippines. Pour ces dernières, la loi équivaut « à une menace verbale de guerre contre tout pays qui la défie ».

5. 3.500 millions de km² contre 2.500 pour la Méditerranée, soit une superficie de 40% supérieure.

6. Des bâtiments des garde-côtes chinois sont entrés les 20 et 21 février dans les eaux disputées de l'archipel, pour la neuvième fois en un an, mais cette fois dans le cadre de la loi du 22 janvier qui leur donne le droit d'user de la force.

La lourde et permanente répression intérieure

L'attention justement portée à la minorité ouïgoure (1% de la population totale) fait oublier le sort réservé par l'appareil totalitaire à la majorité chinoise. À lire certains, on croirait que les Han s'enrichissent aux dépens des Turkmènes ; ce qui serait aussi peu fondé encore que d'expliquer le niveau de vie en région parisienne par l'exploitation éhontée de la Corse. De fait, la gamme des répressions qui frappent la population chinoise est si large et si diversifiée qu'elle défie les rapports exhaustifs. Ne pas parler de tout ne signifie donc pas que le totalitarisme chinois s'est adouci : il punit et il contrôle de plus en plus étroitement, au fur et à mesure que croissent ses ambitions et sa crainte de perdre le pouvoir par une agglomération de revendications démocratiques. Il surveille aussi de plus en plus rigoureusement les idées qui circulent et les comportements, grâce aux progrès des techniques informatiques.

Les Chinois han ont donc aussi leurs victimes du pouvoir, directement frappées ou contraintes au silence par une menace constante et imprécise, sur elles-mêmes ou sur leur famille. On a parlé plus haut des avocats privés par le parti de leur licence professionnelle pour avoir accepté des dossiers "sensibles". Citons, parmi tant d'autres, quelques noms qui ne diront rien à personne en France, tellement le monde chinois nous est extérieur ; ils montrent que la répression peut s'étendre aux hommes d'affaires :

- L'éditrice indépendante et cinéaste Geng Xiaonan, condamnée le 9 février à trois ans de prison pour "activités illégales". Elle avait pris position au mois de juillet dernier contre la détention du professeur de l'université Qinghua Xu Zhangrun qui avait osé critiquer Xi Jinping. Elle s'était inquiétée de la disparition en février 2019 de Chen Qiushi, enquêteur improvisé sur le coronavirus de Wuhan.
- Le chef d'entreprise Sun Dawu au langage trop libre, en détention depuis novembre pour avoir "suscité des querelles et provoqué des troubles".
- L'entrepreneur philanthrope Li Huaiqing, condamné le 20 novembre à vingt ans de prison

pour "incitation à la subversion", "fraude et extorsion" et "propagation de rumeurs".

- Le journaliste Chen Jieren, qui avait parlé imprudemment sur le twitter chinois, condamné à quinze ans de prison en avril 2020.
- L'homme d'affaires Ren Zhiqiang, membre respecté du Parti, qui avait osé critiquer Xi Jingping, condamné à dix-huit ans de prison en septembre 2020.

Ajoutons deux dossiers, qui méritent attention en raison de la notoriété des personnes en cause :

- Li Qiaochu, épouse du célèbre militant des droits civiques Xu Zhiyong arrêté le 15 février 2020 pour avoir demandé la démission de Xin Jinping, est détenue depuis le 6 février de cette année pour "subversion" suite à son tweet de la veille relative aux tortures infligées à son mari. Le tribunal lui a refusé le libre choix de son avocat. Lui sont peut-être aussi reprochés ses contacts téléphoniques avec deux experts du Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées. Li Qiaochu s'est engagée dans plusieurs causes concernant les droits des travailleurs migrants, les violences faites aux femmes, les durées excessives du travail, les droits des familles de détenus.
- L'avocat militant des droits civiques Guo Feixiong (Yan Maodong) a été arrêté à l'aéroport de Shanghai le 28 janvier, alors qu'il s'apprétait à partir pour les États-Unis rejoindre son épouse très gravement malade ; celle-ci avait fui la Chine en 2009 et ils étaient séparés depuis. La raison officielle de son arrestation est "une suspicion de mise en danger de la sécurité" du pays.

Guo Feixiong est un militant de longue date, en lutte pour des réformes constitutionnelles ; il a participé au mouvement démocratique de 1989, écrasé dans le sang. Il a été emprisonné quatre fois pour sa défense de droits civiques et son exigence de transparence financière quant à la fortune des personnages officiels. Il a passé onze ans en prison sur les quinze dernières années. Son arrestation viole l'article 12 du Pacte international sur les droits civiques et politiques, qui affirme le droit de quitter son pays.

La crise sanitaire, prétexte d'un contrôle social généralisé

Les contraintes imposées par l'épidémie ont été largement utilisées par le pouvoir pour renforcer si possible sa surveillance à tout moment, en tout endroit, à tout sujet et sur tout citoyen. C'était un peu, selon l'expression chinoise, « vous apporter du charbon quand on souffre du

froid », autrement dit du pain bénit. On avait pensé naguère qu'une dictature était soluble dans le développement économique ; on a cru ensuite qu'elle était soluble dans l'informatique, porteuse de liberté et de diversité ; c'était une double erreur, l'informatique au contraire fournit

les moyens de renforcer un régime totalitaire. D'ores et déjà, et même si les succès restent partiels, l'informatique permet de suivre les militants des droits de l'Homme à la trace, de contrôler strictement les médias, de surveiller l'e-commerce, de recourir à la reconnaissance faciale ou vocale, voire à celle des démarches, de collecter les A.D.N. et de tirer rapidement parti de ces outils. Selon l'International Data Corporation, les caméras de surveillance en 2022 seront deux milliards sept en Chine, soit deux par individu ; quant aux services de renseignement, ils peuvent se glisser dans les ordinateurs et les téléphones portables, donnant à chacun le sentiment d'être surveillé.

L'idéal pour le régime, objectif inatteignable bien sûr mais qui séduit de par le monde, serait la mise en place d'une "société d'autocensure harmonieuse", où chacun peut être tranquille à condition de ne prendre aucun risque politique, où chacun a l'impression d'être libre tant qu'il reste dans la cage de la vie privée. Mais il sait que les multiples bras de l'État totalitaire, s'il sort du cadre pour dénigrer le pouvoir et ses ambitions grandissantes, sauront le trouver et le frapper.

Alain Bouc